



Lundi 18 juin 2012

Et maintenant ?

Financiers de tous pays et dirigeants européens poussent un ouf de soulagement au vu du résultat des élections législatives. Pas les nôtres, où le suspense se limitait à l'ampleur de la victoire de la gauche, mais celles de Grèce. La droite conservatrice l'emporte de peu.

Les attaques redoublées contre la coalition de gauche Syriza – non seulement de la part d'Angela Merkel, championne de l'austérité, mais aussi de celui qui y met plus de pommade, François Hollande – montraient ces derniers jours à quel point ils craignent la réaction de la population. Non pas tant que Syriza au pouvoir (qui se contentait d'annoncer qu'elle renégocierait les plans « d'aide », c'est-à-dire d'étranglement de la Grèce) aurait menacé réellement le capital financier de l'Union Européenne. Mais parce que sa victoire aurait conforté l'exaspération du peuple grec, sur fond de manifestations, grèves et protestations de toutes sortes.

Fin des « cadeaux » électoraux

Ici, l'élection n'était pas encore gagnée que François Hollande annonçait la couleur de la suite : « *pas de dépenses publiques supplémentaires* », mais le « *sérieux budgétaire* ». Le mini-coup de pouce au Smic ou la retraite à 60 ans uniquement pour quelques uns, risquent bien d'être les seules miettes concédées aux travailleurs avant longtemps.

Hollande, qui se veut le champion du « *dialogue social* », a réaffirmé la semaine dernière sa volonté de discuter chaque mesure avec les syndicats... et surtout le patronat, lors de la « *grande conférence sociale* » qui doit se tenir les 9 et 10 juillet prochains. Faire pratiquer la collaboration de classe aux syndicats reste la meilleure manière de faire passer les potions amères qui mijotent d'ores et déjà dans les ministères.

Les attaques attendront donc en principe la rentrée, voire l'hiver. Encore que ! Le ministre du budget Moscovici annonce une baisse des recettes. Et la Cour des Comptes ne fait pas mystère des recommandations de rigueur qu'elle adressera à la fin du mois.

Pas de barrière aux licenciements

Entretemps, le ministre du *Redressement Productif*, Arnaud Montebourg, continue sa tournée des entreprises qui licencient. Pas pour proposer aux travailleurs menacés de se défendre tous ensemble. Bien au contraire, il s'agit de voir au cas par cas, boîte par boîte, comment « *unir nos forces* »... avec les patrons et les banquiers, autour de « *projets industriels* ». Des projets qui n'offrent aucune garantie pour l'emploi et les salaires, tout juste la promesse d'aider les capitalistes à continuer de faire des profits, au nom de la défense du « *made in France* ».

Comment se défendre ?

Le Parti Socialiste dispose à l'Assemblée Nationale d'une majorité absolue. Il a donc les mains libres, mais pour quelle politique ? Face à lui, l'UMP et le Front National rivaliseront de démagogie réactionnaire. Il n'y a rien de bon à attendre de ce côté-là pour nous, travailleurs.

La véritable opposition à l'austérité de gauche qui se profile, ne viendra pas du théâtre parlementaire, dont le grand patronat et les banquiers se fichent pas mal. Leurs seules craintes viennent d'ailleurs. De nos réactions, dans les entreprises, dans la rue. Comme l'expliquait ce week-end un éditorial du journal *Le Monde*, référence de la gauche respectueuse et responsable, le gouvernement « *devra éteindre les incendies provoqués par les plans sociaux* ». Eteindre ? C'est à voir.

Eh oui, les capitalistes n'ont pas fini de flipper devant la colère de la population, en France, comme en Grèce. Comme en Espagne où en ce moment même les résistances aux expulsions de logement se multiplient, où les grèves éclatent ici et là, dans la santé, l'éducation ou chez les mineurs.

C'est cet embrasement social que redoutent par-dessus tous nos ennemis. C'est là notre espoir. Car c'est cela qui pourrait enfin changer la donne.

Un projet commun pour les travailleurs

En ce moment les chefs nous répètent que les portes de PSA sont grandes ouvertes si on veut s'en aller. Une façon directe de nous pousser à Pôle Emploi pour mieux remplir les poches de la famille Peugeot.

Ils poussent même le vice jusqu'à nous demander quel projet nous avons pour plus tard.

Bonne nouvelle ! On a bien un ou deux projets : augmenter nos salaires et embaucher en CDI.

Hypocrisie bien huilée

Dernièrement les sous-sols étaient dans un état désastreux. De l'huile et des copeaux métalliques recouvraient les allées de circulation rendant les déplacements dangereux. Cette situation n'est malheureusement pas nouvelle.

La direction peut toujours continuer à prétendre que la sécurité est une priorité. Nous, on ne croit que ce qu'on voit !

L'usine nous tombe sur la tête !

Vendredi un morceau de la façade, au dessus de la porte Farcot, est tombé à quelques centimètres d'un salarié. Il y a plusieurs mois, un autre salarié de l'usine avait été blessé à la tête dans les mêmes circonstances.

Déjà que la direction veut nous obliger à porter la casquette coquée dans les ateliers, maintenant il va falloir la porter même à l'extérieur.

La direction perd la mémoire quand ça arrange sa trésorerie

A la suite d'attaques en justice PSA a dû admettre qu'au moins 3000 salariés qui étaient partis au titre de la CASA après juillet 2008 devront avoir leur indemnité de départ anticipé augmentée de 10 000 à 15 000 €.

La direction n'a pas oublié de les payer innocemment puisqu'elle avait provisionné 40 millions pour les payer dès 2011. En tout cas, elle est prise la main dans le sac.

Même la justice, qui a toujours été très indulgente pour les grosses entreprises, reconnaît que PSA a versé des indemnités de licenciement au rabais. Mais la réalité est qu'elle saute sur toutes les occasions pour nous escroquer.

Ce n'est pas cette gauche qui va nous défendre

Mercredi dernier une centaine de salariés d'Aulnay étaient venus au meeting du parti socialiste au Zénith pour interpeler le nouveau gouvernement sur la fermeture du site. Bien qu'on leur ait interdit de rentrer avec leur banderole et leurs pancartes, ils se

sont fait entendre : « non à la fermeture du site d'Aulnay » et « imposons l'interdiction des licenciements ».

En tout cas, ils ont si bien scandé leurs slogans que Hamon est venu se plaindre. Preuve qu'il va falloir compter sur la seule force des travailleurs pour les imposer.

PSA, licenciement !

La direction de Sochaux vient d'annoncer la suppression de 300 postes d'intérimaires d'ici le mois d'octobre. Le prétexte est toujours le même : la baisse des ventes. Et c'est ce qui lui sert à justifier la baisse des effectifs sur tous les sites. Poussant au départ ceux qui sont en CDI et mettant à la porte les travailleurs précaires – intérimaires et prestataires.

Chômage pour les uns et augmentation de la charge de travail pour les autres, il n'y a que tous ensemble que nous pourrions arrêter cette politique de rapaces.

A GM, les promesses s'envolent, les sacrifices restent

Le 12 juin, 400 ouvriers, sur les 1 000 salariés que compte GM Strasbourg, ont cessé le travail. Cela fait suite à l'annonce de fermeture, trahissant la promesse faite par la direction de maintenir la production jusqu'en 2014. Elle avait imposé le gel des salaires et la suppression de 7 RTT.

Ils se sont réunis en AG et ont décidé ensemble de se battre pour le maintien de tous les emplois jusqu'en 2020.

Face aux annonces de fermetures qui se multiplient, c'est la voie qu'il faut suivre : se battre tous ensemble pour imposer le rapport de force face au patronat bien organisé.

Quand les goinfres pleurent la bouche pleine

Il aura suffi d'une énième annonce de chute des ventes pour Renault et PSA, pour qu'ils supplient le gouvernement de faire peser leurs pertes sur toute la population. « *Ce que j'appellerais de mes vœux, c'est qu'on soutienne le marché Français et Européen* », déclare Carlos Tavares, n° 2 de Renault.

Y'a qu'à demander ! Toutou Montebourg, ministre du redressement des licenciés aux frais du contribuable « *étudie [déjà !] la possibilité de réactiver les aides publiques pour le secteur automobile* ». Une nouvelle prime à la casse ? Qui a déjà coûté un milliard d'euros en deux ans, au moment où le précédent gouvernement prêtait 7 milliards d'euros à PSA et Renault à taux préférentiel... pour continuer à licencier de plus belle.

Trop dépensier l'État ? Quand il s'agit de goinfrer les patrons de l'automobile, ça c'est sûr !